

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

NO 000 17

13 AOUT 2025

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 00002/AQNR/MINFI/CIPM/2025 DU
--- POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET
FINANCIER DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ETAT-CIVIL DANS LA REGION DE L'OUEST ET
RESTITUTION DES DROITS (RECORD) POUR LES EXERCICES 2023 A 2028 ET CLOTURE**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Cabinet chargé de réaliser l'audit technique, comptable et financier du projet de Renforcement de l'Etat civil dans la Région de l'ouest et Restitution des Droits (RECORD) pour les exercices 2023 à 2028 et clôture, sur financement de la Convention C2D Pilotage. Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt 00002/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 03 janvier 2025 pour la sélection d'un cabinet chargé de réaliser l'audit technique, comptable et financier du Programme de Renforcement de l'Etat-Civil et Restitution des Droits (RECORD), exercices pour les exercices 2023 à 2028 et clôture, publié le 16 janvier 2025 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- les états financiers¹ du Projet donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds alloués au Projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

¹ Le terme générique « états financiers » est utilisé quel que soit le format utilisé par l'Entité : bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, etc.

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée; ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;
- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;
- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés
- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées/ documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement.

3. Exercice/Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées pour les exercices annuelles 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 et clôture.

L'audit sera réalisé en une tranche unique, structurée en plusieurs phases. Chaque exercice annuel constitue une phase distincte, déclenchée par un ordre de service, sous réserve de l'exécution satisfaisante de la phase précédente.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est de cinquante millions (50 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour tous les exercices à auditer (6 audits annuels)

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de trois cent soixante (360) jours ouvrables, soit *soixante (60) jours* ouvrables pour chacune des exercices à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00002/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 03 janvier 2025, pour les prestations susvisées :

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	AUDIT CONSEIL FORMATION	B.P : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
2	AUDITEC-FOIRIER CONSULTING	B.P: 12 134 Douala	(+237) 233 420 434 / 233 420 506 / 233 428 287 / 699 727 862
3	FORVIS MAZARS	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
4	MOORE STEPHENS CA	B.P: 3883 Douala	242 007 585 / 670 594 810 / 699 833 616

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de la Convention C2D Pilotage.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne ou en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main et timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million (1 000 000) FCFA ; il est à égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'Arrêté N°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de dossier d'appels d'offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : Conformément à la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, les cautionnement émis dans le cadre des marchés sont constitués à 100% et sont consignés en numéraire à la CDEC.

NB : Les modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et déconsignation des cautionnements dans le cadre des marchés publics doivent être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> , sur le site internet de l'ARMP (www.arp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le **06 OCT 2025** à 13 Heures précises et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT /AONR/MINFI/CIPM/2025 DU
– POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER
DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ETAT-CIVIL DANS LA REGION DE L'OUEST ET RESTITUTION
DES DROITS (RECORD) POUR LES EXERCICES 2023 A 2028 ET CLOTURE

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le ~~06 OCT 2025~~ 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 80 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence de l'offre financière témoin ;
- L'absence et/ou non-conformité du cautionnement de soumission conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- *L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;*
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;

- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale ;
- L'absence des CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».
- La présence d'une information financière dans le dossier administratif ou dans l'offre technique.

15.2-Critères essentiels²

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre : 5 points
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 50 points ;
- Solvabilité et capacités financières : 5 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque exercice, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

Les Offres financières des seuls soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces Administratives et de l'évaluation technique seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

L'offre complète, conforme et « moins-disante » (après rectification éventuelle du montant) recevra la totalité des points (100) les autres Offres seront notées sur 100 points suivant la formule ci-après :

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué du moins-disant ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})}{100}$$

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

² Préciser les modalités de validation des critères essentiels à partir du nombre de sous-critères respectés

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *durée de 90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à *Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D)*

Situé à *NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'Immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé* E-mail : minfi_ctb_stadec2d@yhoo.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé le, 13 AOUT 2023

Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D

Copies :

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono



Louis Paul MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

NO 000017

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N°-----/RNIT/MINFI/CIPM//2025 OF
3 AUGUST 2025 FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE OF A FIRM
CHARGED TO CARRY OUT THE TECHNICAL, ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE
PROGRAM FOR STRENGTHENING THE CIVIL STATUS AND RESTITUTION OF RIGHTS
(RECORD), FISCAL YEARS 2023 TO 2027 AND CLOSING.

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance, Contracting Authority of C2D Steering, is launching a Restricted National Call for Tenders for the selection of a firm charged to carry out the technical, accounting and financial audit of the Program for Strengthening the Civil Status and Restitution of Rights (RECORD), fiscal years 2023 to 2028 and closing; with financing from Convention C2D Pilot.

This call for tenders follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00002/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of 3rd January 2025, published on January 16, 2025 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The objectives of this audit are to provide the auditor with an opportunity to express a professional opinion on the following:

- **the financial statements** of the Project / Program give a faithful image, in all their significant aspects, of the expenses actually incurred and the revenue actually received for the Project / Program during the period covered by the audit;
- **the funds allocated** to the Project / Program are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – List of findings and anomalies).
- **the contracts** were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and fairness
- **the internal control system** put in place and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the objectives of the Project / Program was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- **the contracts** were executed in accordance with the technical requirements and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.
For the closing audit, the auditor will have to carry out the following due diligence:

- Check that the deadline for transferring the funds to the dedicated account has been respected as well as the deadline for the last transfer request;
- Verify that the deadline for the use of the funds from the dedicated project account has been met as well as the deadline for the submission of the last payment requests – expenses paid after this date will be released;
- Ensure that expenses paid during the closing period correspond to works and services delivered and received by the project prior to their payment – expenses paid or incurred during the closing period corresponding to works and services delivered and received after the deadline for the use of funds will be recorded;
- Verify that the claims relating to the project at the closing date are justified and whether arrangements have been made for their repayment as unused funds
- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of the assets to the assets of the State (Government) in accordance with the applicable public financial management rules projects financed by external technical and financial partners;
- Verify that all project-related debts eligible for funding have been paid and justified/documentated;
- Verify that after the deadline for the use of funds, arrangements have been made for the return of unused funds from the dedicated account and the closure of the dedicated project account;
- Verify that all commitments made by the project at the end of the period are included in the funding agreements.

3. Exercice/division into lots

The services covered by this Call for Tenders will concern the 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 financial years and closure.

The audit will be conducted in a single tranche, structured into several phases. Each annual exercise constitutes a distinct phase, initiated by a service order, subject to the satisfactory completion of the previous phase.

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF.

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is fifty million (50,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all years to be audited (6 annual audits).

5. Estimated execution time frame

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for the execution of the services covered by this invitation to tender is three hundred and sixty working days, representing sixty (60) working days for each of the year to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest N°00002/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of 3rd January 2025, for the above-mentioned services:

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	AUDIT CONSEIL FORMATION	B.P : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
2	AUDITEC-FOIRIER CONSULTING	B.P: 12 134 Douala	(+237) 233 420 434 / 233 420 506 / 233 428 287 / 699 727 862
3	FORVIS MAZARS	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
4	MOORE STEPHENS CA	B.P: 3883 Douala	242 007 585 / 670 594 810 / 699 833 616

7. Financing

The services subject of this invitation to tenders shall be funded by the C2D Piloting funds.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline and/or online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond and stamped, issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount one million (1 000 000) CFA francs. It is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the tender file fees and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

NB: In accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, the guarantees issued as part of the contracts are constituted at 100% and are deposited in cash at CDEC.

NB: The terms of constitution, deposit, conservation, restitution and deconsignment of guarantees in the context of public contracts must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building next to the WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.armp.cm) .

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of 50 000 (fifty thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

The offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Markets Department, Door 335, no later than ~~8-8 OCT 2025~~ at 1 p.m. and must be marked as follows:

NO 000 17

13 ~~AOUL 2025~~ RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° ~~-----~~ /RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF ~~-----~~
FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE OF A FIRM CHARGED
TO CARRY OUT THE TECHNICAL, ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE PROGRAM FOR
STRENGTHENING THE CIVIL
STATUS AND RESTITUTION OF RIGHTS (RECORD), FISCAL YEARS 2023 TO 2027 AND CLOSING.

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

The opening of the bids is done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **06 OCT 2025** at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualitative technical minimum score of 80 shall be opened at _____ by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

15. Evaluation criteria

[The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

15.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the sample financial offer;
- Absence and/or non-compliance of the bid bond when opening bids in conformity with the texts in force at the opening of bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years

- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.
- Absence of the Books of specific administrative clauses and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved".

15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer: 5 points;
- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 50 points;
- Solvency and financial capacity: 5 points.

N. B : Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

The financial offers of only the bidders whose technical offers have been declared acceptable following the examination of the compliance of the administrative documents and the technical evaluation will be assessed and scored based on the criteria below: The complete, compliant, and 'lowest-priced' offer (after any adjustment to the amount) will receive the full points (100), while the other offers will be scored out of 100 points using the following formula:

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM = Score related to the financial offer of the bidder;

MMd = Evaluated amount of the lowest price;

MS = Evaluated amount of the bidder.

A weighting will be applied between the technical score and the financial score to obtain the final score N (technical-financial score) using the following formula: -

$$N = \frac{(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})}{100}$$

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for [indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

Yaoundé, the 13 AOUT 2023

**The Minister of Finance,
Project Owner of C2D Steering**

Copies :

- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate
- Chairperson of the Tenders Board concerned
- Notice Board/File.



Louis Paul MOYAZE